

CONTRE LE CHOMAGE
et toutes les formes de précarité,
Pour la justice sociale !
IL EST URGENT
que le droit à un emploi choisi,
à un revenu décent,
l'accès à la formation tout au long de la vie,
soient appliqués pour toutes et tous !

Même privé de son emploi,
un chômeur reste un salarié !

Face à la multiplicité des attaques et réformes annoncées par le gouvernement (sur le droit du travail, sur les acquis sociaux,...), la question du chômage et de la précarité risque d'être noyée dans une multitude de problématiques auxquelles les syndicats et le mouvement social devront s'atteler. Ce serait une grave erreur que de considérer cette question comme secondaire, dans la mesure où elle fait partie d'une remise en cause globale du système de protection sociale



AC I-RHÔNE
 13 rue Paul Lafarge
 69100 Villeurbanne
 " 04 78 84 38 51

Permanences :
 Lundis de 15h à 20h

acrhone@free.fr - www.acrhone.lautre.net
www.ac.eu.org



Syndicat CGT
 Privés d'Emploi
 et Précaires
 UL CGT 1-2-4
 31 rue Quivogne
 69002 Lyon
 " 04 78 42 34 04

Permanences : jeudis de 11h à 17h

pepsy.cgt69@wanadoo.fr
www.cgtpep69.free.fr



Collectif
Privés d'Emploi
et Précaires
 9 Place
 Guy Môquet
 69120 Vaulx-en-Velin
 " 04 37 45 09 93

Permanences :
 samedis matin 9h30-12h
collvau@free.fr

NOUS REVENDIQUONS :

La continuité des droits et des revenus pour toutes et tous et garantissant quoi qu'il arrive, (licenciement, fin de CDD, fin de mission intérim, démission...).

Le droit à un revenu individuel décent avec, pour référence, le SMIC revalorisé et des droits sociaux afférents (logement, santé, transport, formation, points retraite, progression de carrière...).

Précarité, pauvreté, inégalités : le baromètre explose !

- **Le chômage de masse persiste** et plus de la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés ;
- **La pression du chômage nourrit le développement de la précarité** (en particulier pour les femmes et les plus jeunes) et favorise une dégradation des conditions d'emploi et de rémunération de l'ensemble des salariés ;
- **Les courtes durées d'indemnisation relèguent un nombre croissant de chômeurs et de précaires vers les minima sociaux** (un tiers des chômeurs officiels n'ont droit à aucun revenu individuel, dont les jeunes de moins de 25 ans) ;
- **De nombreux précaires, sont exclus de tout système d'indemnisation dont les stagiaires** (800.000 stages proposés correspondant à 100.000 emplois potentiels) ;
- **La pauvreté est croissante, les minima sociaux sont scandaleusement bas et engendrent des problèmes périphériques** (vie au jour le jour, difficultés d'accès au logement, aux soins, aux prêts, ...).

Un constat plus qu'alarmant et pourtant !

- **Contrôle, culpabilisation (chômeurs fraudeurs), sanctions et radiations** pour les chômeurs,
- **Pression sur les agents ANPE et ASSEDIC, incitation à la délation** (pour les ressortissants étrangers reçus : photocopie obligatoire des titres de séjour en direction des Préfectures !) ;
- **Fusion ANPE/UNEDIC et privatisation du marché du travail** pour le placement et l'accompagnement des privés d'emploi (fin de l'équité territoriale et catégorielle, fin du service public de l'emploi !) ;
- **Accompagnement et institutionnalisation de la précarisation du travail** (obligation d'accepter un travail à la 2^{ème} offre dite "valable"... valable pour qui ?) ;
- **Licenciements collectifs, délocalisations, restructurations, sous couvert de compétitivité** ;
- **Exonérations massives de cotisations sociales pour les entreprises** (+ de 20 milliards d'€) censées produire de l'emploi mais sans contrôles ni évaluation et sans obligation de résultat ;
- **Entreprises dédouanées de leur responsabilité sociale** (générant pourtant la précarité dans le travail) ;
- **Dépénalisation du droit des affaires** (soit, impunité des patrons "voyous", de leurs pratiques) ;
- **Remise en cause du CDI, allongement de la période d'essai, facilités de licenciement, création d'un nouveau contrat précaire, démantèlement du Code du Travail...**
- **Absence récurrente de consultation des principaux intéressés et de leurs organisations...**

Des pratiques inacceptables, des mesures déconnectées des attentes des gens !

**LE 7 DECEMBRE, MOBILISONS NOUS
 TOUTES ET TOUS POUR QUE ÇA CHANGE !**